



N° d'affaire : 25233

Fourniture, livraison, mise en service et prestations connexes liées à l'installation d'une porte avionique type accordéon sur un hangar de stationnement pour hélicoptères à l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers.

Marché Public de Fournitures

Cahier des Clauses Administratives Particulières

MAITRE DE L'OUVRAGE

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CUERS-PIERREFEU
Chemin de l'aviation
Service Administratif
83390 PIERREFEU DU VAR

Objet de la consultation

Fourniture, livraison, mise en service et prestations connexes liées à l'installation d'une porte avionique type accordéon sur un hangar de stationnement pour hélicoptères à l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
1.1. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE.....	4
2. OBJET – DESIGNATION - PRIX	5
2.1 OBJET DU MARCHE.....	5
2.2 DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	5
3. CARACTERE DES PRIX	5
3.1 CONTENU DES PRIX ET FORMALITES DOUANIERES	5
3.1.1 CONTENU DES PRIX	5
3.2 DATE D’ETABLISSEMENT DES PRIX	6
3.2 TYPE ET FORME DES PRIX	6
3.3 ACTUALISATION DES PRIX	6
4. CONDITIONS DE PAIEMENT	6
4.1 GENERALITES	6
4.2 AVANCE.....	7
4.3 ACOMPTES.....	7
4.4 SOLDE	8
4.5 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	8
4.6 PAIEMENTS DE COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	9
5 DELAIS - LIVRAISONS - PENALITES	10
5.1 CONTENU DES DELAIS	10
5.2 DEFINITION DES DELAIS	10
5.3 LIVRAISON DES FOURNITURES ET EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
5.4 PENALITES.....	11
6 CONDITIONS D’EXECUTION.....	12
6.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	12
6.2 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	12
6.3 NORMES.....	12
6.4 ASSURANCE QUALITE DES FOURNITURES	12
6.5 DECISIONS APRES VERIFICATIONS – ADMISSION	13
7 GARANTIES	13
8 SOUS-TRAITANCE.....	13
8.1 SOUS-TRAITANTS A PAIEMENT DIRECT.....	13
8.2 AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS	14
9 SECURITE ET PROTECTION DU SECRET	14
9.1 OBLIGATION DE DISCRETION - MESURES DE SECURITE.....	14
9.2 ACCES A UN ETABLISSEMENT DU SERVICE INDUSTRIEL DE L’AERONAUTIQUE	14
9.3 ACCES A L’AIA CUERS-PIERREFEU	15
10 PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	15
10.1 CCAG APPLICABLE	15

11	OBLIGATIONS PARTICULIERES	15
11.1	OBLIGATIONS COMPTABLES	15
11.2	RETENUE DE GARANTIE.....	15
11.3	TRANSFERT DE PROPRIETE	16
11.4	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	16
11.5	ASSURANCES	16
12	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	16
12.1	PERSONNES HABILITEES.....	16
12.2	RESILIATION.....	17
12.3	NANTISSEMENT	17
12.4	MESURES DE PREVENTION CONCERNANT LES PRESTATIONS EFFECTUEES DANS UN ORGANISME DE LA DEFENSE PAR UNE ENTREPRISE EXTERIEURE	17
12.5	INFRACTIONS A LA LEGISLATION FISCALE	17
12.6	RESPECT DU DROIT DU TRAVAIL	18
12.7	TRIBUNAUX COMPETENTS	19
12.8	NOTIFICATION DU MARCHE	19
12.9	SERVICE LIQUIDATEUR, ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE	19
12.10	OBLIGATIONS DIVERSES	21
12	CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION	22
13	DEROGATIONS	22

Numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par
l'application informatique « CHORUS » : D2035Z3083

Numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044

Annexe 1 : Procès-verbal de constat de droits à paiement d'acomptes

Annexe 2 : Plan d'acomptage

Annexe 3 : Conditions d'accès AIA CP

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.1. Documents contractuels régissant le marché

Le marché est régi par les documents contractuels ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissante :

1.1.1. Acte d'engagement/CCAP

- l'acte d'engagement, signé par les représentants du pouvoir adjudicateur et du titulaire¹,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, *(seul le CCAP conservé par l'administration fait foi)*

1.1.2. Annexe(s) particulière(s)

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)¹ référence n° 25/009/AIA-CP/DMS VSI du 02/10/2025 et qui contient les exigences techniques du pouvoir adjudicateur, *(seul le CCTP conservé par l'administration fait foi)*

1.1.3. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés industriels passés au nom de l'Etat approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et dit CCAG/MI ci-après (Journal Officiel du 1^{er} avril 2021)²,

Les dérogations au CCAG sont listées à l'article 13 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG s'appliqueront.

1.1.4. La proposition technique du titulaire du marché pour tout ce qui n'est pas contraire aux documents contractuels du marché.

1.1.5. Actes spéciaux de sous-traitance

- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché.

¹ Document joint

² Document non joint mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance

2. OBJET – DESIGNATION - PRIX

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, la mise en service et les prestations connexes liées à l'installation d'une porte avionique type accordéon sur un hangar de stationnement pour hélicoptères à l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers.

2.2 Désignation des prestations

Les prestations du marché sont réparties en 2 postes définis ci-après :

Poste 1 : Fourniture, livraison, installation et mise en service de la porte avionique

Poste 2 : Maintenance préventive du poste 1 pour un an

2.1.1. Prix

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations suivant le montant global forfaitaire défini à l'acte d'engagement.

2.1.2. Type/Allotissement, volume et durée

Le marché n'est pas alloti.

La durée du marché ordinaire à quantité fixe débute à compter de la date de notification de l'ordre de service et s'achève le dernier jour de la garantie contractuelle dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après.

Des marchés complémentaires de fournitures destinés soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations d'usage courant, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes pourront être négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables en vertu de l'article R.2322-8 du code de la commande publique.

3. CARACTERE DES PRIX

3.1 Contenu des prix et formalités douanières

3.1.1 Contenu des prix

Les prix des prestations définies ci-avant comprennent tous les frais afférents aux opérations suivantes, notamment :

- à la fourniture, la livraison et l'installation de la porte avionique,
- au conditionnement, à l'emballage et à la manutention,
- au transport jusqu'au lieu de livraison,
- au déchargement des matériels,
- aux opérations de contrôle réglementaires et à la fourniture des certificats associés,
- à l'assurance,
- aux garanties définies à l'article 7 ci-après,
- à la documentation prévue à l'article 5.3.1 ci-après,
- et d'une manière générale à tout ce qui concourt à la réalisation des prestations définies au CCTP.

3.1.2 Formalités douanières

Si les fournitures ne sont pas issues de France et si le titulaire est étranger, les formalités douanières sont assurées par DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA - 16 bis avenue Prieur de la Côte d'Or - 94117 – ARCUEIL.

Ce service est le consignataire identifié dans les documents d'accompagnement. Le titulaire informera DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA des modalités et de la date de livraison des fournitures facturées hors taxes.

Le taux de droits de douane à appliquer sera celui en vigueur à la date du fait générateur.

3.2 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché figurant dans l'acte d'engagement sont **établis aux conditions économiques de la date de remise de l'offre finale, soit le mois de _____ 2025 (à remplir par l'administration)** pour l'ensemble du marché.

3.2 Type et Forme des prix

Les prix initiaux du marché figurant dans l'acte d'engagement sont forfaitaires.

Ces prix initiaux sont définitifs.

Les prix du marché sont fermes, éventuellement actualisables dans les conditions prévues ci-dessous.

3.3 Actualisation des prix

Si plus de 3 (TROIS) mois s'écoulent entre la date des conditions économiques indiquée à l'article 3.2 ci-avant et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché seront actualisés à une date antérieure de 3 (TROIS) mois à la date de notification de l'ordre de service portant date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation des prix se fera à l'aide de la formule suivante :

$$P1 = P0 [0,70 \text{ SwIMe } 1 / \text{SwIMe } 0 + 0,30 \text{ PsdL } 1 / \text{PsdL } 0]$$

dans laquelle :

P1 = prix actualisé

P0 = prix de base du marché établi aux conditions économiques indiquées à l'article 3.2 supra.

SwIME = valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé tous salariés des industries mécaniques et électriques – Référence INSEE 001565183, lue sur le site internet de l'insee : <https://www.insee.fr>

PsdL = valeur de l'indice des produits et services divers représentatif des frais généraux des entreprises de l'armement, lue sur le site internet du portail des achats du Ministère de la Défense <http://www.achats.defense.gouv.fr> ou <http://www.ixarm.com>

Les valeurs 1 des indices sont lues trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Pour chaque indice mensuel ou trimestriel, il sera fait application de la valeur moyenne ou à défaut de la valeur au 1er du mois ou du trimestre. Cette valeur sera réputée être en vigueur pendant tout le mois ou le trimestre correspondant.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 Généralités

Les demandes de paiement d'acompte et de solde doivent être visées et adressées au service liquidateur par le titulaire (ou le mandataire en cas de cotraitance) et, dans le cas de cotraitance, correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Les paiements dus au titulaire et à l'(aux) éventuel(s) sous-traitant(s) à paiement direct au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article et à l'(aux) éventuelle(s) annexe(s) à l'acte d'engagement relative(s) à la sous-traitance.

4.1.1 Application de la TVA

Dans le cas d'un titulaire Français, les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est, à titre indicatif, de 20,00 % à la date de notification du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible à l'encaissement pour l'ensemble du marché.

Le montant de la TVA relatif au montant HT du solde, évolutions de prix incluses s'il y a lieu, sera payé avec le solde.

4.1.2 Paiement de la TVA pour les fournitures provenant de l'étranger

Dans le cas de fournitures provenant de l'étranger, le contrat est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par le service gestionnaire:

- auprès de la direction générale des finances publiques (DGFIP) si les fournitures proviennent d'un état membre de l'union européenne,
- auprès du bureau des douanes concerné si les fournitures proviennent d'un état non membre de l'union européenne.

4.2 Avance

En application des dispositions des articles R.2391-1 à R.2391-7 du code de la commande publique et notamment :

- si le montant du marché est supérieur à 250 000 € HT, **(50 000 € H.T dans le cas d'une PME)**
- si la durée du marché est supérieure à 3 mois, **(2 mois dans le cas d'une PME)**
- si le titulaire ne déclare pas renoncer au bénéfice de l'avance,

Il est versé au titulaire et le cas échéant à chacun des co-traitants, dont la répartition est définie dans l'acte d'engagement, dans le délai maximal fixé à l'article 4.5 ci-après, une avance égale à 5 % **(30 % dans le cas d'une PME)** du montant initial TTC (si titulaire français) ou HT (si titulaire étranger) du marché (hors sous-traitance à paiement direct éventuelle), si la durée du marché est inférieure ou égale à 12 mois.

4.3 Acomptes

Sur sa demande écrite et après visa par l'organisme chargé de constater l'avancement des prestations, le titulaire (ou chacun des cotraitants) a droit dans les conditions indiquées ci-après au versement (de sa part respective si cotraitants et dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement) des acomptes figurant dans le tableau **en annexe 2** et qui sont fixés en pourcentage du prix initial TTC du lot de liquidation financière concerné fixé à l'article 4.4.1 ci-après.

Les échéances indiquées au tableau **en annexe 2** sont celles d'ouverture du droit à acompte dans l'hypothèse d'un déroulement normal de l'exécution du marché.

Elles sont comptées en mois calendaires, mois de congés compris, à partir de :

- la date de notification du marché,
- ou de l'ordre de service, le cas échéant.

Conformément aux dispositions des articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique, ces acomptes pourront être versés mensuellement comme indiqué dans le tableau de **l'annexe 2** du CCAP.

Si l'organisme chargé du constat observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à l'avancement contractuel, il peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations.

En cas d'absence totale d'avancement, il peut repousser la date d'ouverture du droit à acompte jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

Demande de paiement d'acompte :

Les demandes de paiement d'acompte, procès-verbal de constat de droits à paiement d'acomptes (PVCA) via le formulaire **en annexe 1** et facture d'acompte, sont transmises par le titulaire (ou le mandataire) dans les conditions définies à l'article 12.9 ci-après.

Pour faciliter le traitement de la demande d'acompte, le titulaire peut adresser préalablement le PVCA au responsable de suivi du contrat (RSC) de l'AIA concerné, identifié au verso de la page de garde du marché, qui lui en renverra une copie une fois visé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, c'est le PVCA signé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui sera joint à la facture.

En cas de cotraitance, les demandes de paiement d'acompte doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

4.4 Solde

4.4.1 Définition des lots de présentation aux opérations de vérification et de liquidation financière

Chaque poste constitue un lot de présentation aux opérations de vérification et un lot de liquidation financière. Le paiement du poste 2 relatif à la maintenance du poste 1 s'effectue dans sa totalité pour l'année considérée sur production d'une facture au premier trimestre de l'année considérée.

4.4.2 Paiement du solde du lot de liquidation financière

Le solde du lot de liquidation financière sera payé après réception de l'ensemble des fournitures et prestations correspondantes.

4.4.3 Demande de paiement de solde

Les demandes de paiement de solde sont adressées par le titulaire (ou le mandataire) par voie dématérialisée au service liquidateur désigné à l'article 12.9 ci-après accompagnées de la décision de réception qui lui aura été notifiée par le pouvoir adjudicateur. En cas de cotraitance, les demandes de paiement de solde doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Toutefois, si aucune décision n'est notifiée au titulaire (ou au mandataire) dans le délai de vérification prévu à l'article 6.4.4 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire peut envoyer sa demande de paiement sans la décision réception.

Les factures (demandes de paiement de solde) doivent comprendre :

- la date d'émission de la facture,
- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché (ou du bon de commande si marché à bons de commande)
- l'objet succinct du marché
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

4.5 Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, le service liquidateur versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et aux taux fixés à l'article R.2192-31 appelé par l'article R.2392-10 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions dudit code, le point de départ du délai global de paiement est fixé comme suit :

- **pour l'avance**, la date de notification du marché,
- **pour les acomptes**, la date la plus tardive entre :
 - la date de réception par le service liquidateur de la facture d'acompte du titulaire (ou du mandataire en cas de co-traitance) accompagnée de la copie du PVCA,
 - la date d'ouverture du droit à acompte,
- **pour le solde** et les éventuels règlements partiels définitifs, la date de réception par le service liquidateur du maître d'ouvrage du décompte général et définitif du titulaire ou et/ou du co-traitant, accompagné de la décision notifiée au titulaire portant date d'effet de la réception des prestations comme indiquée à l'article 6.5.3 ci-après. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire (ou au mandataire) dans le délai prévu à l'article 6.4.4 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire (ou le mandataire) sera en droit d'envoyer sa facture en mentionnant qu'il certifie n'avoir reçu aucune notification de décision du pouvoir adjudicateur. La date de réception de la facture par le service liquidateur constitue alors le point de départ du délai de paiement.
- **pour l'actualisation** des prix, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le service liquidateur et validation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant de la demande du titulaire.

4.6 Paiements de cotraitants et sous-traitants

4.6.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R2393-27 du code de la commande publique ;

Pour chaque sous-traitant de premier rang présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées aux articles L.2341-1 à L.2341-7 du code de la commande publique ;

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- le compte à créditer ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2391-28 du code de la commande publique ;
- le comptable assignataire des paiements.

Pour chaque sous-traitant de second rang, NE BENEFICIAINT PAS DU PAIEMENT DIRECT, et présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire se conformera aux dispositions de l'article R.2393-27 du code de la commande publique. Il remet contre récépissé ou adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial, annexée à l'acte d'engagement, comprenant les éléments énumérés ci-dessus.

De plus, le titulaire doit établir qu'une cession ou un nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant, soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

4.6.2 Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance, et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

5 DELAIS - LIVRAISONS - PENALITES

5.1 Contenu des délais

Les délais prévus au marché s'entendent en jours calendaires, périodes de congés annuels comprises et sont indiqués dans l'acte d'engagement.

La durée du poste 2 est de 1 an à compter de l'admission du poste 1.

Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire et de ses éventuels sous-traitants.

Le service technique remettra un planning prévisionnel de fermeture de l'Atelier industriel de l'aéronautique de Cuers, retenu pour la neutralisation des délais.

5.2 Définition des délais

Les délais du poste 1 (Fourniture, livraison, installation et mise en service de la porte avionique) sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement et s'entendent à compter de la date de notification de l'ordre de service et comme délai de présentation aux opérations de vérification.

5.3 Livraison des fournitures et exécution des prestations

La livraison du matériel et l'exécution des prestations seront mises en place sur le site suivant :

Atelier Industriel de l'Aéronautique
Chemin de l'aviation
83390 PIERREFEU DU VAR

Dans le cas d'une livraison par transporteur, ce dernier devra signer un protocole de sécurité pour chargement/déchargement qui lui sera présenté et commenté à l'accueil, lors de formalités obligatoires d'entrée sur le site.

Si le transport est fait par un transporteur, à l'arrivée sur le lieu de destination, la personne publique fera les réserves d'usage auprès du transporteur, en lieu et place du titulaire, dans les formes et les délais prévus à l'article L 133-3 du Code de Commerce (trois jours hors jours fériés), avec copie au titulaire.

5.3.1 Livraison des documents

Les documents à fournir par le titulaire au titre du marché sont indiqués aux § 3.4 et 3.7.3 du cahier des clauses techniques particulières, au service suivant : Division Moyen de Soutien
La lettre ou le bordereau d'envoi des documents qui conditionnent l'ouverture des droits à paiement doit porter la mention "Pièce justificative de paiement".

5.4 Pénalités

Si les délais définis à l'article 5 ci-dessus sont dépassés, les pénalités pour retard seront calculées, par dérogation à l'article 15.1 du CCAG/MI, selon la formule suivante :

$$P = V * R/500$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = Valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Cette valeur étant égale au montant en prix de base du lot de liquidation financière, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = le nombre de jours calendaires de retard.

En cas de cotraitance, les pénalités sont précomptées selon la répartition par cotraitant dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Le décompte de pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai de 15 jours, à défaut de réponse, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités, et sont applicables par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG/MI, il sera également appliqué les pénalités forfaitaires suivantes :

Non-respect des règles de sécurité :

Sur simple constatation du non-respect des règles HSCT, il sera appliqué sans mise en demeure préalable, une pénalité de **250 € par constatation**

Non-respect du taux de disponibilité (§ 3.6.1 du CCTP) :

Taux de disponibilité	Pénalités appliquées
Entre 75 et 94 %	50 € par jour d'indisponibilité constatée
Entre 55 et 74 %	100 € par jour d'indisponibilité constatée
Entre 35 et 54 %	150 € par jour d'indisponibilité constatée
Entre 0 et 34 %	200 € par jour d'indisponibilité constatée

Non présentation des documents prévus par le CCTP :

Il sera appliqué une pénalité de **150 € par document non présenté.**

Par dérogation à l'article 15.2 du CCAG/MI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30% du montant total du marché.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG/MI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant cumulé ne dépasse pas 500 euros pour l'ensemble du marché.

6 CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme selon les clauses du présent marché (cf. article 1 ci-avant).

Il doit :

- obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis,
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre (cf. article 6.5.2 ci-après).

Le résultat demandé est défini dans le cahier des clauses techniques particulières cité à l'article 1.1.2 ci-avant.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour se prémunir des dommages éventuels aux matériels du SIAé qui pourraient lui être confiés.

6.2 Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), mentionné à l'article 1.1.2 du présent marché.

6.3 Normes

Les normes applicables sont celles définies au CCTP ou à toute autre référence accessible au pouvoir adjudicateur dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter du pouvoir adjudicateur.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord du pouvoir adjudicateur pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées au contrat,
- des normes d'indice autre que celui cité au contrat, et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations contractuelles.

Il est de la responsabilité du titulaire d'alerter le PA de l'arrivée d'une nouvelle norme à appliquer.

6.4 Assurance qualité des fournitures

L'Assurance Qualité des Fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.5.1 ci-après) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité.

6.4.1 Autorité responsable de l'AQF

Dans le cadre du présent marché, l'autorité qui assume les missions de l'autorité chargée des opérations de vérification préalables à la réception est appelée « autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures ».

L'autorité responsable de l'AQF est le chef du département qualité contrôle de l'AIA de Cuers-Pierrefeu pour l'ensemble du marché.

6.4.2 Consistance de l'AQF

Les exigences d'assurance de la qualité des fournitures, prescrites dans le CCTP, définissent :

- les preuves que le titulaire doit associer à ses fournitures afin de démontrer, à l'autorité responsable de l'AQF, leur qualité et l'efficacité des processus qui leur sont associés,
- le degré de visibilité que le titulaire doit donner sur les processus qu'il met en œuvre à l'autorité responsable de l'AQF.

6.4.3 Exercice de l'AQF

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP mentionné à l'article 1.1.2 ci-avant.

6.4.4 Délais pour les opérations de vérification et pour la notification des décisions.

Par dérogation aux dispositions de l'article 34 du CCAG/MI, l'organisme chargé de prononcer la décision d'admission dispose de 30 (TRENTE) jours, à compter de la date de présentation aux opérations de vérification, pour effectuer ces opérations et prononcer sa décision. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Pendant la période de fermeture d'hiver des établissements du pouvoir adjudicateur, les délais définis pour que l'organisme prononce sa décision seront neutralisés.

6.5 Décisions après vérifications – Admission

6.5.1 Autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des vérifications

Par dérogation aux dispositions de l'article 34.1 du CCAG/MI, l'autorité chargée de prononcer la décision d'admission est, par délégation de l'autorité habilitée à signer les contrats, le Responsable de la Division Moyen de Soutien (DMS) de l'AIA de Cuers Pierrefeu ou son représentant.

6.5.2 Lieu du prononcé de la décision

L'admission sera prononcée à destination pour l'ensemble du marché.

6.5.3 Date d'effet de la décision de réception

La décision d'admission, dès qu'elle est prononcée par l'autorité responsable, est notifiée par celle-ci au titulaire avec copie au service liquidateur.

En cas d'admission, sa date d'effet est la date de notification de la décision d'admission.

A défaut de notification dans les délais impartis aux opérations de vérifications, l'admission est réputée acceptée conformément au CCAG/MI.

7 GARANTIES

Conformément à l'article 36 du CCAG/MI, elle est fixée à un an minimum, et couvre pièces, main d'œuvre et déplacement.

La durée de la garantie débute à compter de la date d'admission de la fourniture et des prestations de services associées.

Nota : les rechanges du matériel doivent être facilement approvisionnables pendant toute la durée de vie prévisible du matériel mis en place.

8 SOUS-TRAITANCE

Le(s) sous-traitant(s) du titulaire connu(s) à la date de notification du marché fait (font) l'objet d'annexes éventuelles à l'acte d'engagement mentionné à l'article 1.1.1 ci-avant.

Le titulaire a obligation de déclarer la totalité des sous-traitants auxquels il entend recourir en cours d'exécution du marché.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant doit mentionner :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant éventuel des sommes à payer directement au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire doit également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Les dispositions prévues au marché sont applicables au(x) sous-traitant(s).

8.1 Sous-traitants à paiement direct

8.1.1 Sociétés concernées

En ce qui concerne les marchés régis par le CCAG/MI, l'(les) éventuel(s) sous-traitant(s) objet d'annexe(s) à l'acte d'engagement peut(peuvent) bénéficier, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur aux montants spécifiés à l'article R.2393-33 du code de la commande publique, et si les conditions de paiement du(des) sous-traitant(s) ont été agréées par l'autorité habilitée à signer les contrats, du paiement direct.

8.1.2 Montant(s) sous-traité(s)

L'(Les) éventuel(s) montant(s) payés directement à des sous-traitants sont fixés dans l'(les) annexe(s) à l'acte d'engagement, si elle(s) existe(nt).

8.2 Agrément des sous-traitants

Le présent marché a valeur d'acceptation des éventuels sous-traitants identifiés en annexes à l'acte d'engagement (si elles existent) / au CCAP et d'agrément de leurs conditions de paiement définies dans ces mêmes annexes.

9 SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

9.1 Obligation de discrétion - Mesures de sécurité

L'AIA-CP est classée zone protégée.

Aussi, il est procédé systématiquement à une enquête administrative (contrôle primaire) à l'endroit des personnes physiques devant accéder au site dans le contexte de ce marché. L'officier de sécurité du site refusera l'emploi de toutes personnes n'ayant pas satisfait à ce contrôle.

Nota : l'attention du titulaire est attirée sur les délais importants de réponse de l'enquête administrative. Aussi, il devra communiquer au plus tôt, (via la division d'emploi de l'AIA-CP : djamel.toualbia@intradef.gouv.fr), le formulaire de contrôle primaire du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations.

Le titulaire s'engage à ne pas sous-traiter des prestations sans autorisation préalable de l'autorité signataire du marché.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjuger des sanctions pénales.

9.2 Accès à un établissement du Service Industriel de l'Aéronautique

Pour les prestations du présent marché intéressant la défense, l'entreprise intervenante doit en conséquence se conformer aux points suivants, concernant le lieu d'exécution des prestations en application des instructions sur la sécurité dans les établissements du Service Industriel de l'Aéronautique. L'exécution des prestations n'est autorisée que sous réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :

- a) L'entrée de l'établissement se fait uniquement par le poste de garde.
- b) Les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement. Une demande de travail en dehors des heures ouvrables devra être formulée chaque fois

que cela sera nécessaire. Elle sera déposée au service de sécurité pour accord et devra comporter la liste du personnel et le lieu d'exécution des prestations.

9.3 Accès à l'AIA Cuers-Pierrefeu

SIAé –Atelier Industriel de l'Aéronautique

Chemin de l'aviation

83 390 PIERREFEU

Horaires : **du lundi au jeudi de 7 h 30 à 15 h 30**

- c) Toute personne étrangère doit être porteur d'un badge établi par le poste de garde. Ce badge, permettant l'accès pour au maximum un an, est à présenter à chaque réquisition.
- d) L'entreprise doit préalablement à l'exécution du marché, faire le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour pénétrer à l'intérieur de l'établissement. A ce titre, pour le primo accès, puis à chaque date anniversaire, elle devra fournir au service de sécurité, au plus tard 5 (cinq) jours ouvrables avant le début d'exécution (via la division d'emploi de l'AIA-CP), pour les personnes concernées, leur nom et prénom, date et lieu de naissance.
- e) Les sous-traitants éventuels des entreprises seront astreints aux mêmes règles et à l'application de ces mêmes formalités.
- f) Il est interdit d'introduire dans l'établissement des boissons alcoolisées ou des armes.
- g) Les prises de vues (photographie ou vidéo) sont soumises à autorisation.
- h) Il est formellement interdit de fumer partout où l'interdiction en est affichée.
- i) Toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Un contrôle visuel des véhicules peut être effectuées à tout moment par les gardiens du service de sécurité.
- j) Le responsable de l'entreprise doit immédiatement signaler au groupe incendie sauvetage de l'AIA CP tout accident ou incident survenu à un membre de l'entreprise dans l'enceinte de l'établissement

Tout contrevenant se verra immédiatement interdire l'accès de l'établissement par le service de sécurité.

L'inobservation par le titulaire de ces consignes, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée si elle provoque un accident ou une détérioration de matériel appartenant à l'AIA CP.

Par ailleurs, l'entreprise déclare avoir pris connaissance des clauses administratives communes applicables aux prestations réalisées sur le site des armées et s'engage à respecter les consignes fixées par celui-ci.

10 PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1 CCAG applicable

Sans objet.

11 OBLIGATIONS PARTICULIERES

11.1 Obligations comptables

Sans objet

11.2 Retenue de garantie

Il n'est pas procédé à la retenue de garantie prévue par les articles R.2391-21 à R.2391-24 du code de la commande publique.

11.3 Transfert de propriété

Conformément à l'article 35 du CCAG/MI, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

11.4 Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations et les fournitures qu'il réalise au titre du marché respectent les prescriptions législatives et réglementaires applicables en matière d'environnement liées :

- aux hydrocarbures et de préservation du voisinage,
- de sécurité et de santé des personnes (notamment en termes de port des équipements de protection individuels : EPI)
- à l'élimination des déchets issus de l'objet du marché dans les filières appropriées.

Toute évolution de ces prescriptions intervenant postérieurement à la date de remise par le titulaire de sa dernière et meilleure offre et ayant des conséquences contractuelles fera l'objet d'un avenant.

Sur demande du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché ou pendant la période de garantie des prestations, et en cas de mise en cause de la personne publique, le titulaire devra être en mesure d'apporter des éléments de justification du respect de ces prescriptions et à cet effet il communiquera au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

11.5 Assurances

Le pouvoir adjudicateur n'assure nullement les personnels du titulaire. Il appartient à ce dernier de souscrire les assurances correspondantes afin de les couvrir, aussi bien pour les risques corporels qu'ils pourraient occasionner tant à eux-mêmes qu'à des tiers, que pour les dégâts matériels qu'ils pourraient occasionner dans le cadre de la réalisation des prestations commandées.

De la même façon, lors de l'utilisation prévue au contrat de véhicules, de locaux, de machines ou de matériels appartenant à l'Etat, le titulaire sera tenu d'assurer l'ensemble de ces moyens.

Dans un délai de 15 (QUINZE) jours à compter de la date de notification du présent marché et avant le commencement de la première intervention sur le site du pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de leurs personnels, et en tant que besoin, des moyens matériels mis à leur disposition,
- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil.

12 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1 Personnes habilitées

Le directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIA CP) et les sous-directeurs de l'AIA CP sont habilités à émettre toutes décisions, au titre du présent marché, relatives :

- aux décisions de prolongation de délai,
- aux décisions d'octroi de sursis de livraison,
- aux décisions d'exonération de pénalités,

dans la limite de leur compétence.

Il est précisé que toutes les demandes doivent être adressées au service suivant :

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CUERS PIERREFEU
Département Achats (DHA)
 BP 80
 83 390 CUERS

Ou par mail à l'acheteur concerné en charge de la passation

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.3.3 du CCAG/MI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 (DEUX) mois à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision.

12.2 Résiliation

En application des stipulations de l'article 41 du CCAG/MI, en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire.

12.3 Nantissement

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie au présent marché ou un certificat de cessibilité, pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

Sur demande de la société concernée, il est délivré :

- au titulaire une copie au présent marché ou un certificat de cessibilité,
- au(x) sous-traitant(s) admis au paiement direct une copie de l'original du présent marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article R.2391-40 du code de la commande publique.

Pour en permettre le nantissement, le montant du marché peut être réparti entre :

- titulaire et sous-traitants,
- cotraitants,
- cotraitants et sous-traitants

selon leurs parts respectives indiquées dans l'acte d'engagement ou dans l'annexe de sous-traitance.

12.4 Mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme de la Défense par une entreprise extérieure

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19/05/2020 et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

12.5 Infractions à la législation fiscale

Dans le cas d'un titulaire français et sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs, le titulaire affirme pour lui-même et ses éventuels sous-traitants mentionnés dans les éventuelles annexes de l'acte d'engagement :

- qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2341-1 à L.2341-5 du code de la commande publique,
- qu'il ne lui a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés du ministère des armées.

Dans le cas d'un titulaire étranger, le titulaire atteste sur l'honneur qu'il est en règle avec la législation en vigueur dans son pays.

Le titulaire atteste en outre l'exactitude des renseignements prévus à l'article R.2343-3 du code de la commande publique. En cas d'inexactitude, le pouvoir adjudicateur pourra résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts du titulaire.

12.6 Respect du droit du travail

12.6.1 Déclaration du titulaire

Dans le cas d'un titulaire français, le titulaire déclare sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.1221-10 à L.1221-13 et L.1221-15 du code du travail,
- s'acquitter de ses obligations au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

Dans le cas d'un titulaire étranger, le titulaire déclare que le travail sera réalisé dans un pays disposant d'une législation relative à la lutte contre le travail clandestin et par des salariés employés régulièrement au regard de cette législation. A la demande de l'Etat, le titulaire fournira les textes de législation correspondants dans un délai de 30 (TRENTE) jours.

De plus, le titulaire s'engage à produire tous les 6 (SIX) mois, pendant la durée du marché, les documents visés à l'article R.2343-9 du code de la commande publique.

Par ailleurs, sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur. La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

12.6.2 Application des articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Si le titulaire ne remet pas au pouvoir adjudicateur, de la date de notification du présent marché jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas 6 (SIX) mois, les documents prévus aux articles :

- D 8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France,
- D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger,

le pouvoir adjudicateur pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 (UN) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'envoi des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur et en cours d'exécution. Le titulaire fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

12.6.3 Sous-traitants

Le titulaire s'engage à répercuter les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Pour les sous-traitants étrangers ces obligations seront répercutés au regard de la législation du pays qui leur est applicable.

12.6.4 Salariés de l'entreprise effectuant des prestations dans un organisme des armées

Les salariés de l'entreprise qui pourraient être amenés à effectuer des prestations dans un organisme des armées demeureront à tous égards salariés du titulaire et resteront assujettis à l'ensemble des droits et obligations (notamment horaires) définis par leur entreprise dans le strict respect de la législation du travail.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation règlementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

12.6.5 Respect du droit social

Le titulaire (les cotraitants) et/ou les sous-traitants non établis en France et détachant temporairement en France des salariés pour l'exécution de ce contrat est (sont) soumis au droit social français qui lui (leur) est applicable, entre autres aux articles L1262-1 à 5 du code du travail, et particulièrement à l'article L1262-4.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, il(s) est (sont) tenu(s) d'adresser, avant le début des prestations et des détachements, les déclarations préalables de détachement prévues aux articles R1263-3, R1262-4 et R1263-6 à l'Inspection du Travail des Armées (Fax de l'ITA : n°00 33 142 197 475) avec copie au pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, s'agissant des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire (les cotraitants) et/ou les éventuels sous-traitants doit (doivent) présenter une liste nominative précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste devra impérativement être complétée si l'entreprise décide, en cours d'exécution du contrat, d'employer du personnel étranger, non prévu à l'origine, soumis à autorisation de travail.

12.7 Tribunaux compétents

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

12.8 Notification du marché

Si la date de notification du présent marché intervient après la date de fin de validité de l'offre indiquée à l'article 5.3 de l'acte d'engagement, le titulaire disposera de 10 (DIX) jours, à compter de cette date de notification, pour refuser d'exécuter le présent marché. Passé ce délai, il sera tenu d'exécuter le marché dans ses conditions.

12.9 Service liquidateur, ordonnateur et comptable assignataire

Le service liquidateur, chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

La sous-direction des affaires financières (SDAF)
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS

Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre le mandat est :

Monsieur le Directeur
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS

Par ailleurs, l'autorité chargée de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché ou d'une transmission au titre de l'article R.2391-28 du code de la commande publique, les documents prévus par l'article R.2191-60 dudit code (état sommaire des prestations effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus) est le directeur de l'AIA de Cuers-Pierrefeu (autorité habilitée à signer les contrats).

Le comptable assignataire chargé des paiements et auquel doivent être adressées, quelle que soit leur forme, en application de l'article R.2191-58 dudit code, les notifications de cession de créance, est :

Monsieur l'agent comptable
SERVICES INDUSTRIELS DE L'ARMEMENT
11 rue du Rempart
Le Vendôme III
93196 NOISY LE GRAND CEDEX

12.9.1 Présentation des factures

Les factures (demandes de paiement d'acompte ou de solde) doivent comprendre :

- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché,
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

Les factures de demande de paiement de solde devront en outre faire apparaître le montant des acomptes déjà versés et le restant dû à payer.

12.9.2 Transmission des factures par voie dématérialisée

La transmission des factures par voie dématérialisée est obligatoire pour toutes les entreprises. L'ensemble du service proposé **est gratuit** via <https://chorus-pro.gouv.fr>

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation une aide technique est proposée et mise à disposition via la hotline chorus (04.77.78.39.57).

Conformément au décret 2019-748 du 18/07/2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises sous forme dématérialisée, outre les mentions obligatoires prévues par ledit décret, comportent :

- 1- Les mentions prévues à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts
- 2- Le numéro de l'engagement juridique (EJ) généré par l'application informatique « CHORUS »
- 3- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique « CHORUS » : D2035Z3083
- 4- Le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044

Les informations relatives aux 2 et 3 sont indiquées sur chaque marché et/ou bon de commande adressé au fournisseur.

Les informations des 3 et 4 sont également indiquées en page de garde du présent CCAP.

Dès lors qu'il a choisi la voie dématérialisée via la solution du portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), le titulaire dispose de trois modes de transmission des factures :

- 1) Saisie des factures en ligne (- de 100 factures par an)
- 2) Dépôt des factures en PDF (entre 100 et 1000 factures par an)
- 3) Via l'EDI (échanges de données informatisées): transmission des factures directement à l'Etat ou par le biais d'opérateurs de dématérialisation en automatisant les flux (+ de 1 000 factures/an).

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif ou duplicatif).

Pour toute question liée à la facturation, contacter uniquement la cellule relations extérieures de la SDEDC à l'adresse courriel suivante :

Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

Pour faciliter le traitement de votre mail, mentionner dans l'objet du message le numéro de marché, de la commande et le numéro d'engagement juridique (EJ).

Les mails adressés à une autre adresse courriel ne seront pas traités.

12.10 Obligations diverses

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le pouvoir adjudicateur des modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché. Le titulaire devra notamment informer le pouvoir adjudicateur de l'ouverture, à son encontre, d'une procédure de sauvegarde en application de l'article L620 du code de commerce. Cette information devra être communiquée dans les 5 jours suivants l'ouverture de la procédure.

Le titulaire doit informer les services suivants et leur transmettre les éventuels documents justificatifs :

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu

Département Achats (DHA)

BP 80

83390 CUERS

Ou par mail à l'acheteur concerné en charge de la passation

La sous-direction des affaires financières (SDAF)

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE

DE CUERS PIERREFEU

BP 80

83 390 CUERS

aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

12 CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION

Le titulaire et ses sous-traitants (s'ils sont une TPE, PME, ETI ou Start-up) peuvent solliciter un certificat de bonne exécution du marché auprès de l'Acheteur. Ce certificat vise à témoigner de la bonne exécution du contrat et de la satisfaction de l'Acheteur dans l'exécution des prestations. Sa délivrance demeure une faculté discrétionnaire de l'Acheteur.

13 DEROGATIONS

L'article 5.4 ci-avant dérogent aux articles 15.1, 15.2 et 15.3 du CCAG/MI

L'article 6.4.4 ci-avant déroge à l'article 34 du CCAG/MI

L'article 6.5.1 ci-avant déroge à l'article 34.1 du CCAG/MI

L'article 12.1 ci-avant déroge à l'article 14.3.3 du CCAG/MI

**ANNEXE 1
PV DE CONSTAT
De droits au paiement
d'acomptes**

**PROCES - VERBAL DE CONSTAT
de droits à paiement d'acomptes**

Service liquidateur : AIA CUERS-PIERREFEU

Référence du marché :

N° du bon de commande ou du marché :

N° du lot (le cas échéant) :

Prestation ou matériel concerné :

Fournisseur (raison sociale et adresse) :

Le soussigné,
demande, pour les motifs exposés ci-après, la délivrance d'un paiement de : %
représentant un montant de : EURO payable en EUROS

Montant en toutes lettres :

.....

et certifie que :

- les justifications ci-jointes présentées sont bien exactes et se rapportent exclusivement à l'exécution du marché ci-dessus,
- les conditions imposées par le Décret des Marchés Publics et les clauses du marché pour ouvrir droit au paiement demandé sont bien remplies.

A, le

Le titulaire du marché précité,

Motifs de la demande et justifications selon documents ci-joints :

Pièces jointes :

Je soussigné,

Chef du Département de la Qualité et du Contrôle de (cocher la case correspondante) :

☐ AIA ☐ AIA ☐ AIA ☐ AIA ☐ AIA
 AMBERIEU BORDEAUX CLERMONT-FERRAND CUERS-PIERREFEU BRETAGNE

Assisté de :

Atteste par le présent procès-verbal que, sous déduction des droits antérieurement acquis, les conditions de délivrance du paiement demandé ci-dessus :

- ont fait l'objet des constats et vérifications jugés nécessaires.
- sont conformes au Décret des Marchés Publics et aux clauses générales et particulières du marché susvisé.

A, le

Diffusion AIA concerné : service finances (original + 1 duplicata) - service chargé du suivi de l'exécution du marché (1 duplicata)
- service achat (1 duplicata)

**ANNEXE 2
PLAN
D'ACOMPTAGE**

VERSEMENTS MENSUELS

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en mois											Total de tous les acompte s
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
1 mois < D ≤ 2 mois	50 %											50 %
2 mois < D ≤ 3 mois	30 %	30 %										60 %
3 mois < D ≤ 4 mois	20 %	20 %	20 %									60 %
4 mois < D ≤ 5 mois	15 %	15 %	15 %	15 %								60 %
5 mois < D ≤ 6 mois	12 %	12 %	12 %	12 %	12 %							60 %
6 mois < D ≤ 7 mois	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %						60 %
7 mois < D ≤ 8 mois	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %					63 %
8 mois < D ≤ 9 mois	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %				64 %
9 mois < D ≤ 10	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %			63 %
10 mois < D ≤ 11	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %		60 %
11 mois < D ≤ 12	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	66 %
12 mois < D ≤ 13	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	...
13 mois < D ≤ 14	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	...
14 mois < D ≤ 15	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
15 mois < D ≤ 16	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
16 mois < D ≤ 17	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
17 mois < D ≤ 18	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
18 mois < D ≤ 19	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
19 mois < D ≤ 20	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
20 mois < D ≤ 21	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
21 mois < D ≤ 22	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
22 mois < D ≤ 23	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
23 mois < D ≤ 24	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...

VERSEMENTS MENSUELS (SUITE)

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en mois												Total de tous les acompte s
	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
1 mois < D ≤ 2 mois													50 %
2 mois < D ≤ 3 mois													60 %
3 mois < D ≤ 4 mois													60 %
4 mois < D ≤ 5 mois													60 %
5 mois < D ≤ 6 mois													60 %
6 mois < D ≤ 7 mois													60 %
7 mois < D ≤ 8 mois													63 %
8 mois < D ≤ 9 mois													64 %
9 mois < D ≤ 10													63 %
10 mois < D ≤ 11													60 %
11 mois < D ≤ 12													66 %
12 mois < D ≤ 13	5 %												60 %
13 mois < D ≤ 14	5 %	5 %											65 %
14 mois < D ≤ 15	4 %	4 %	4 %										56 %
15 mois < D ≤ 16	4 %	4 %	4 %	4 %									60 %
16 mois < D ≤ 17	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %								64 %
17 mois < D ≤ 18	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %							68 %
18 mois < D ≤ 19	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %						54 %
19 mois < D ≤ 20	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %					57 %
20 mois < D ≤ 21	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %				60 %
21 mois < D ≤ 22	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %			63 %
22 mois < D ≤ 23	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %		66 %
23 mois < D ≤ 24	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	69 %